



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 11 AVRIL 2026 - n° 1369

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Hausse du prix des carburants : exigeons des augmentations de revenus !

Depuis le 1er avril, les prix des carburants et du gaz ont fortement augmenté en Guadeloupe et en Martinique. Une nouvelle attaque contre les conditions de vie des travailleurs.

Le prix du sans-plomb a bondi de 17 centimes, atteignant 1,87 € en Guadeloupe et 1,86 € en Martinique. Le gazole frôle les 2 € le litre. Résultat : un plein de sans-plomb peut coûter une quinzaine d'euros de plus, et un plein de gazole une vingtaine d'euros supplémentaires. Le prix du plein de carburant peut atteindre voire dépasser 100 € à la pompe. Quant à la bouteille de gaz, son prix a augmenté de 46 centimes.

Les travailleurs et les classes populaires subissent des prix qui augmentent sans que les salaires et les revenus sociaux ne suivent. Ainsi, c'est aux plus précaires qu'il est demandé de se serrer encore davantage la ceinture. Cette situation n'est pas propre aux Antilles : elle touche aussi la France hexagonale et bien d'autres pays. Partout, les travailleurs paient une crise dont ils ne sont pas responsables.

Mais la situation n'est pas morose pour tout le monde. Une poignée de privilégiés s'enrichissent grâce à cette situation. TotalEnergies a réalisé un milliard d'euros de bénéfices rien qu'au mois de mars !

On nous explique que la flambée des prix serait la simple conséquence de la guerre en Iran. Comme si cette situation tombait du ciel. En réalité, ces conflits sont le produit direct du sys-

tème capitaliste lui-même.

Le capitalisme est fondé sur la concurrence entre grandes puissances et entre multinationales, toutes à la recherche du profit maximum. C'est ce qui pousse les États et les grandes entreprises à intervenir, directement ou indirectement, dans de nombreuses régions du monde. La guerre entre les États-Unis et l'Iran en est une illustration flagrante, l'Iran étant une région riche en pétrole, convoitée et disputée par les pays impérialistes.

La guerre en Iran permet aux grandes compagnies de l'énergie d'augmenter leurs marges. Les prix du pétrole montent, la spéculation s'envole, et ce sont les travailleurs qui paient la facture, à la pompe d'abord puis par contrecoup celle de tous les produits de consommation.

Face à cette situation, ce n'est ni en consommant moins, ni en « faisant des efforts » que les travailleurs pourront s'en sortir. La seule solution est d'imposer, par des luttes collectives, des augmentations des salaires, des pensions et des minima sociaux, indexées sur la hausse des prix !

L'argent qui peut servir à payer ces augmentations existe. Il est dans les caisses des grandes entreprises, dans les milliards accumulés par les grands groupes capitalistes tels que TotalEnergies

ou encore ceux de l'armement comme les groupes français Dassault et Thales. C'est sur leurs profits qu'il faut prendre, y compris ceux réalisés grâce à la guerre.

Mais rien ne sera arraché sans lutte. Les travailleurs sont ceux qui produisent les richesses, les profits des entreprises. Seule leur lutte collective peut contraindre le patronat et la grande bourgeoisie à céder. C'est cette expérience que mènent les chauffeurs de bus de Transaglo en Martinique, en grève pour exiger une augmentation de 150 €. C'est cette voie-là que les travailleurs de Guadeloupe, de Martinique, du monde entier, ont tout intérêt à suivre pour de réelles hausses de revenus.

Au-delà des revendications immédiates, c'est ce système capitaliste qu'il faut remettre en cause. Le capitalisme ne peut fonctionner qu'en exploitant les travailleurs et en alimentant les crises. Son fonctionnement mène inévitablement à de nouvelles guerres et à une aggravation de la misère. La richesse des capitalistes repose sur l'appauvrissement du plus grand nombre.

En finir durablement avec ces injustices suppose donc d'en finir avec ce système lui-même. Cela passera par la lutte consciente et organisée des travailleurs, jusqu'à ce qu'ils prennent en main l'organisation de la société : c'est-à-dire jusqu'à la révolution ouvrière.

Martinique

La CTM responsable de la grève des transports



LIRE p. 2

Esclavage pire crime contre l'humanité : les pays impérialistes continuent à le nier

LIRE p. 5

Guadeloupe

Relaxez l'artiste « Blow » !



LIRE p. 5

Haiti

Face aux tueries des gangs

LIRE p. 8

Martinique

Transaglo : la CTM responsable de la grève des transports

Depuis le mardi 17 mars 2026, les chauffeurs de cette société sont en grève. Ils demandent une augmentation de salaire de 300 euros net par mois, l'arrêt des représailles antisyndicales menées par le gérant depuis leur grève d'avril-mai 2025, ainsi que l'arrêt de la méthode managériale de la secrétaire administrative.

À propos de la grève des chauffeurs de bus de Transaglo, le président de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), Serge Letchimy, a dit « *je ne suis pas d'accord qu'on puisse bloquer toute la Martinique dans le cadre d'une NAO. Les NAO,*

c'est une affaire de l'entreprise. Ce n'est pas la CTM ou qui que ce soit d'autre ».

C'est une déclaration méprisante contre les travailleurs en grève. Il semble qu'il soit plus intéressant pour Letchimy de laisser l'État reverser plus de 50 mil-

lions d'euros au titre d'aides publiques au Groupe Bernard Hayot (GBH) et de se réserver quelques dizaines de milliers d'euros pour sa retraite, que de mettre ces fonds là où les usagers le demandent : dans des services publics tels que le trans-

port en commun.

En tout cas, on voit dans quel camp se situent les responsables de la CTM : celui du patronat ! Pas dans celui des salariés qui eux font fonctionner les transports publics.

Transaglo : halte aux mensonges et à la désinformation !

Jeudi 2 avril 2026, les grévistes ont tenu une conférence de presse afin d'expliquer les raisons de leur mouvement. Ils ont pu répondre aux questions des journalistes qui étaient présents.

En effet, ils doivent faire face à une campagne orchestrée par certains élus qui les présentent comme des preneurs d'otages, entre autres.

Documents et déclarations à l'appui, des membres du comité de grève ont contredit les arguments de celles et ceux qui dénigrent leur mouvement et rétabli la responsabilité de Martinique Transport. Cette dernière est en effet l'autorité unique organisatrice du transport en Martinique. À ce titre, elle a signé un protocole d'accord le 13 mai 2025

dans lequel elle s'est engagée à instaurer l'harmonisation des salaires dans le réseau Centre à compter du 1er septembre 2025. Or, non seulement elle n'a pas respecté cet engagement, mais son président Arnaud René-Corail, s'est permis d'intervenir dans les négociations annuelles obligatoires en enjoignant au gérant de Transaglo d'exclure le point portant sur les salaires de la négociation. Dans le même temps, il déclarait sur une radio qu'il ne se mêlait pas de la gestion interne de Transaglo.

En fait, les élus entendent faire peser sur les épaules des travailleurs les responsabilités qui sont

celles des collectivités. Ce que les chauffeurs de Transaglo n'acceptent pas. Avec raison.



Offensive des maires de la CACEM

Dans une déclaration publiée jeudi 2 avril 2026, les quatre maires de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique comprenant Saint-Joseph, Lamentin, Schoelcher et Fort-de-France), se manifestent sur la situation du transport dans le Centre. C'est pour désigner les chauffeurs de Transaglo en grève comme étant les responsables des difficultés de la population.

« Population prise en otage, victimes les plus vulnérables (élèves, personnes âgées, isolées, etc.), entreprises désorganisées, atteinte à la dignité des usagers » : les maires ne lésinent pas sur les formules pour tenter de discréditer les chauffeurs en grève. En réalité, leur démarche n'a qu'un but : manifester leur solidarité en couvrant les élus

qui ont en charge l'organisation et la gestion du transport de passagers du Réseau Centre.

Dans leur déclaration, pas un mot sur les engagements pris en mai 2025 qui n'ont été que partiellement mis en œuvre, pas un mot sur le refus du président de Martinique Transport de participer aux négociations sous l'égide de la Direction du tra-

vail, tout en pilotant en sous-main la direction de Transaglo.

Pour se justifier, les responsables de Martinique Transport et de la CTM eux, se retranchent derrière la mauvaise santé financière des collectivités. Et donc, ils veulent faire supporter cette situation par les travailleurs de Transaglo. Si les collectivités sont en manque de ressources

pour mener leurs missions, c'est parce que l'argent public atterrit dans les caisses des capitalistes sous forme de subventions, d'exonérations, de charges non justifiées, etc.

Les chauffeurs de Transaglo ont raison de refuser que les ajustements se fassent à leur détriment.

Béatrice Bellay s'insurge contre les grévistes de Transaglo

Après avoir paradé comme représentante de la démocratie durant la campagne électorale des municipales de mars dernier, Béatrice Bellay, députée du parti socialiste, a remis ses vrais habits de notable pour s'insurger contre les grévistes de Transaglo.

C'est ce qu'elle fait dans un communiqué daté du 31 mars, et

titré : *Grève dans les transports en Martinique : l'abandon organisé des usagers ne peut plus durer !*

Après avoir arrosé le lecteur de belles phrases, en jonglant avec les mots pour mieux noyer le poisson, elle évite bien évidemment de dire que c'est le patron de Transaglo et ceux de Martinique Transport qui « prennent

en otages les usagers ». Elle finit par appeler : « *L'État à sortir de sa passivité et à faire respecter la loi, en accompagnant, si nécessaire, la mise en place de solutions d'urgence* ». Autrement dit, elle lance un appel au préfet, l'autorité de l'État de la bourgeoisie... à faire respecter la loi. Cela signifie en clair, à exercer la répression contre les

salariés en grève qui défendent leur pain quotidien.

Peut-être la députée cherche-t-elle une promotion pour sa carrière politique ? En tout cas, elle montre son vrai visage de notable au service de la bourgeoisie, sûrement pas du côté des travailleurs et des classes populaires comme elle voudrait le faire croire.

Guadeloupe

Les agents grévistes de France Travail se font entendre du directeur général

Le 31 mars et le 1er avril, les agents de Guadeloupe et de Saint-Martin ont été nombreux en grève. Le 31 mars, plus de 120 agents se sont retrouvés devant la direction régionale de France Travail où ils avaient installé leur piquet de grève.

Le directeur général de l'organisme, Thibault Guilluy, après être passé la veille à Saint-Martin, s'est trouvé à la rhumerie Bologne à Basse-Terre pour assister à un job dating. Il a ignoré les grévistes. Les agents ont voté la poursuite de la grève le lendemain 1er avril, d'autant plus que le directeur général devait passer à la direction régionale. Cette fois-ci encore, les agents se sont regroupés à une centaine devant la direction. La moitié des agents se sont invités à la réunion avec le directeur gé-

néral et les représentants des syndicats. Ce fut l'occasion pour plusieurs d'entre eux de dénoncer les conditions de travail de plus en plus difficiles. Manque de formations pour les demandeurs d'emploi, application des règles de l'assurance chômage qui génèrent la colère et l'agressivité des chômeurs, inégalités de traitement de la carrière des agents. Les grévistes ont suspendu le mouvement après avoir obtenu l'ouverture de négociations sur trois jours en juin avec la direction générale sur la plate-



Sur le piquet de grève le 31 mars 2026. ©Gessy Blanquet.

forme de revendications déposée depuis février 2025 par les organisations syndicales de l'institution.

Mouvement des transporteurs de gaz

En Guadeloupe, la distribution de bouteilles de gaz est perturbée. Des transporteurs ont suspendu leur activité pour dénoncer des tarifs trop bas imposés par la Sodexgaz (Société d'exploitation Guadeloupe-gaz), qui contrôle la distribution des bou-

teilles bleues. Derrière cette situation, la Sodexgaz et d'autres acteurs dominants (TotalEnergies) contrôlent la distribution du gaz et imposent leurs prix à toute la chaîne. Les petits transporteurs ne peuvent plus couvrir leurs charges.

Coincés entre la hausse des prix (carburants, entretien) et les donneurs d'ordre, ces transporteurs cherchent à leur tour à imposer une hausse de leurs tarifs. En bout de chaîne, ceux qui paient le prix fort restent les habitants et les consommateurs.

C'est cela le fonctionnement d'une économie concentrée entre les mains de quelques groupes, qui dictent leurs conditions du début à la fin.

Martinique

Les étudiants se font entendre

Les étudiants menacent de se mobiliser le 13 avril. Ils appellent notamment le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) à trouver des solutions aux problèmes sou-

levés depuis dix ans pour certains. Selon leur porte-parole, il n'existe toujours pas de solution de restauration sociale à proximité. Ils se retrouvent à se nourrir souvent de sandwiches et autre

malbouffe. Ils dénoncent aussi les logements étudiants indécents et souvent insalubres. Voilà le cadre d'études dégradant proposé aux étudiants les plus précaires de l'université des An-

tilles. Leur colère, en se manifestant, serait légitime. Elle serait aussi salutaire car elle pourrait être le chemin pour faire bouger la société qui les laisse à la marge.

Avocats et magistrats mobilisés contre le projet de loi « SURE »

Les avocats du barreau de Martinique se sont mis en grève du 30 mars au 7 avril pour protester contre le projet de loi « SURE » déposé par Darmanin, le ministre de la Justice, pour examen devant le Sénat le 8 avril.

Le 2 avril, une soixantaine d'entre eux, rejoints par les magistrats, les huissiers mais aussi des représentants d'associations de victimes se sont fait remarquer en manifestant, dans leurs habits professionnels et avec leurs pancartes, devant le palais de justice de Fort-de-France, à l'appel de leurs syndicats respectifs.

Il ne s'agit certes pas pour les professionnels du droit de protester contre les dérives sécuritaires des lois votées ces dernières années. Cette fois, leur action s'inscrit dans le cadre d'un mouvement national de protestation contre le projet de

loi baptisé « SURE » pour « Sanction utile, rapide et effective ». Rien que cela ! Un « plaider-coupable » criminel qui pourrait être utilisé lorsqu'un accusé reconnaît les faits et que la victime ne s'y oppose pas. En échange, l'accusé bénéficierait d'une réduction d'un tiers de la durée de la peine encourue pour son crime. La procédure, mise en place sans procès d'assises et sans jury populaire, ni débat public, minimiserait de fait la place des victimes. Les syndicats des avocats et magistrats dénoncent aujourd'hui une orientation vers une justice de plus en plus dégradée et



Avocats et magistrats mobilisés devant le palais de justice de Fort-de-France.

« une justice à deux vitesses, profondément inégalitaire selon l'état de fortune et le milieu social des mis en cause comme des victimes ». Ils veulent le retrait d'un tel projet. L'objectif du

gouvernement est bien le désengorgement des tribunaux tout en faisant des économies comme il le fait sur l'ensemble des services publics.

Face à la hausse des prix de l'énergie : augmentation des salaires !

En Guadeloupe et en Martinique, les prix des carburants et du gaz ont bondi ce mois-ci.

Le prix du litre de sans-plomb a augmenté de 17 centimes. Le litre de gasoil frôle désormais les 2 €. Quant à la bouteille de gaz, elle a augmenté de 0,46 €. Pour les travailleurs c'est la double sanction. Le premier racket se fait chaque jour, pour aller au travail. Les travailleurs ont besoin d'un véhicule dont il faut remplir le bac à carburant

régulièrement, à leurs frais.

Le deuxième racket, c'est le prix des produits importés. À cause des guerres impérialistes et des principes de fonctionnement du marché capitaliste, quand le prix du carburant augmente, ce sont tous les prix qui augmentent. Les capitalistes, chacun à leur échelle, veulent faire payer la note aux travailleurs.

De l'autre côté, TotalEnergies a fait un milliard de dollars de bénéfices au mois de mars grâce à des opérations financières, pendant que les travailleurs s'appauvrissent à cause de la hausse des prix.

Alors, la solution immédiate pour les travailleurs et les classes populaires c'est d'exiger par leurs luttes, des augmenta-

tions des salaires, des pensions et des revenus sociaux et une revalorisation proportionnelle à celle qu'ils subissent sur les prix.

Les profits des actionnaires des grands groupes capitalistes tels que TotalEnergies et consort pourraient financer ces augmentations des revenus. ■

Outre-mer, terre de profits pour Nexans et Sonepar

Les groupes Nexans et Sonepar, spécialisés dans la distribution de matériels électriques, viennent d'être sanctionnés à hauteur de 6,5 millions d'euros pour « entente illégale dans les territoires d'outre-mer ».

Ces deux groupes ont passé des années à s'arranger entre eux pour bloquer la concurrence et maintenir des prix élevés.

Aux Antilles, Sonepar est présent à travers ses filiales comme Socame câbles et matériels électriques en Martinique, et la Sogadime (Société guadeloupéenne de matériel électrique) en Guadeloupe. Le groupe est la propriété des familles Coisne et Lambert, 15ème fortune française.

Cette affaire illustre une réalité bien connue dans les départements d'outre-mer : les prix éle-

vés ne sont pas une fatalité géographique, mais le fruit direct de l'organisation capitaliste. Derrière les discours sur « l'éloignement » ou les « contraintes logistiques », ce sont des groupes puissants qui s'entendent pour se partager le marché et garantir leurs profits.

En 2024, suite à l'ouverture de l'enquête, le groupe a cherché à se désengager de l'outre-mer, et a envisagé de céder ses filiales au groupe Bernard Hayot, symbole du capitalisme local. Ce dernier, déjà dénoncé pour ses marges et sa domination écono-

mique, a pour l'instant renoncé. Mais ces jeux de chaises musicales entre grands groupes ne changent rien au fond : qu'il s'agisse de multinationales hexagonales ou de capitalistes locaux, tous participent à la même exploitation.

Dernièrement, les compagnies Air Caraïbes et Air Antilles ont aussi été condamnées pour s'être entendues sur les prix et ont réduit leurs offres entre les îles, imposant aux passagers des tarifs toujours plus élevés.

L'État se contente de sanctions tardives et dérisoires. Quelques

millions d'euros d'amende, après près de huit ans d'entente illégale, ne représentent qu'une goutte d'eau pour ces entreprises. Loin de protéger les populations, il accompagne un fonctionnement qui permet à une poignée de capitalistes de faire la loi.

La fin de la vie chère, des monopoles, de l'exploitation passera par la remise en cause de ce système, et le contrôle de l'économie par ceux et celles qui la font tourner : les travailleurs ! ■

Martinique

Bâtiment : un patron qui ferait mieux de balayer devant sa porte

À la veille de l'annonce faite par la préfecture de la hausse des tarifs des carburants à partir du 1er avril 2026, Jean Yves Bonnaire, Secrétaire général de la FRBTP (Fédération régionale du BTP de Martinique) de son état, s'est empressé de venir se plaindre sur les médias. Et d'annoncer que cette hausse « aura des répercussions immédiates

sur de nombreuses activités économiques locales... », précisant : « Les professionnels du BTP sont en première ligne, en particulier : les activités de terrassement, les exploitations de carrières ». Il terminait en disant que « Plus que jamais, le dialogue entre acteurs publics et privés sera déterminant pour anticiper et accompagner ces

impacts dans les semaines à venir pour préserver les espoirs de relance de l'activité ».

Ce représentant du patronat parle, bien sûr, au nom de ses amis les capitalistes du BTP, sûrement pas au nom des ouvriers. Et pour préserver les profits des patrons, il va jusqu'à anticiper, souhaitant être « accompagné dans les semaines à venir », en

demandant l'aide de l'État ou de la collectivité sous forme de subventions, autrement dit avec de l'argent des contribuables.

Ce représentant des patrons ne manque pas de toupet ! Dire qu'il y a un an, ce même monsieur n'augmentait les salaires des ouvriers du BTP que de 40 euros brut en moyenne par mois.

Guadeloupe

Rikiki « Plan d'Urgence Eau »

L'État a lancé des travaux sur le réseau d'eau des communes de Trois-Rivières et Capesterre-Belle-Eau.

Ces deux communes ont été choisies comme « territoires pilotes » en raison des nombreuses coupures d'eau qu'elles subissent et parce qu'elles sont à la tête du réseau, c'est-à-dire qu'elles sont situées à proximité du massif de la Soufrière où est captée l'eau qui alimente quasiment toute l'île.

Le Préfet, Ferdy Louisy le président du SMGEAG (syndicat de l'eau) et le maire de Trois-Rivières se vantent des premiers résultats encourageants, notamment la diminution des coupures. Il est vrai que cela soulage une partie de la population de ces communes. Mais les autres milliers de kilomètres de

réseau non réparés ?

Car c'est bien la totalité du réseau qu'il faut refaire pour résoudre le problème des coupures. Effectuer des travaux sur un seul tronçon revient à mettre un pansement sur une jambe de bois.

Il faut deux milliards pour tout

refaire, y compris les stations d'épuration hors service qui déversent de l'eau souillée dans la nature.

Le problème persistera donc à l'échelle de l'île tant qu'une mobilisation populaire massive ne forcera pas les autorités à mettre les moyens. ■

Esclavage pire crime contre l'humanité : les pays impérialistes continuent à nier

Le 25 mars, lors d'une assemblée générale à l'ONU, le Ghana a soumis au vote une résolution présentant la traite négrière comme le « pire crime contre l'humanité ».

123 pays ont eu la décence de voter pour cette résolution. Mais, bien qu'elle reste purement symbolique, elle n'a pas eu l'assentiment de tous. Qui a voté contre ? Qui s'est abstenu ? Pas de surprise ! Les principaux pays impérialistes l'ont rejetée. Trois ont voté contre, l'Argentine, Israël et les USA, car « *il ne faudrait pas mettre les crimes en compé-*

tition ». 52 se sont abstenus, dont la France, la Grande Bretagne et des États de l'Union Européenne. Pour Macron, « *il ne faudrait pas mettre en concurrence des tragédies historiques qu'il n'y a pas lieu de comparer* ».

Un tel degré de cynisme et d'hypocrisie est somme toute bien normal de la part de pays dont la

bourgeoisie a largement profité de la traite et de l'esclavage. C'est sur le sang des populations africaines, sur la barbarie subie par ceux qui étaient mis en esclavage, que se sont constituées les grandes fortunes qui ont permis l'essor du capitalisme. C'est pour le bénéfice de cette même classe sociale, la grande bourgeoisie, que les dirigeants des

États impérialistes déclenchent des guerres, locales ou mondiales dans lesquelles des millions de gens des classes pauvres, soldats et civils, trouvent la mort.

C'est un système violent et sanguinaire dont les maîtres sont pourris jusqu'à l'os. Il est grand temps de le renverser.

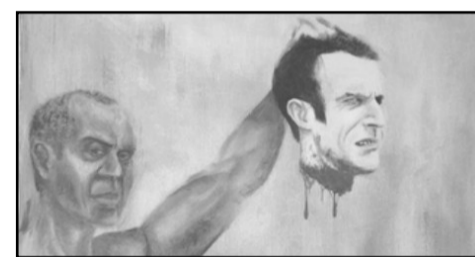
Guadeloupe

Relaxez l'artiste « Blow » !

En janvier 2025, lors d'une exposition sur le chlordécone, l'artiste peintre François Moulin, surnommé « Blow », avait présenté un tableau intitulé « Non-lieu » avec un homme noir tenant une tête décapitée. Emmanuel Macron s'est reconnu et a porté plainte.

L'artiste, l'organisateur Philippe Verdol et le commissaire de l'exposition, Anthony Vila sont poursuivis pour « *incitation à commettre un crime* ». Le procès s'est déroulé au tribunal de Pointe-à-Pitre les 26 et 27 mars. Au procès, Macron ne s'est même pas porté partie civile.

C'est-à-dire qu'il n'a envoyé personne pour le représenter. Preuve que ce procès est bidon et ne vise qu'à faire taire ceux qui dénoncent les scandales de l'État colonial français. La procureure demande que les trois poursuivis soient reconnus coupables mais sans être condam-



nés. Il faut les relaxer, point barre ! Verdict le 21 mai 2026.

Martinique

Toute agression raciste doit être combattue !

Le jeudi 2 avril, quatre associations, le Mouvement pour les réparations (MIR), le Comité international pour les réparations, l'Ethiopian World Federation et l'Assok, tenaient une conférence de presse à la Maison des syndicats.

Ces associations ont annoncé leur intention de déposer plainte auprès du procureur le vendredi 3 avril concernant les faits suivants.

Durant la campagne électorale des municipales, le 17 mars dernier vers 20 heures, dans le quartier Derrière-Morne à Sainte-Anne, un homme blanc, excédé par le bruit d'un véhicule sonnant, s'en prend à un élu, proférant des insultes racistes et allant jusqu'à lui cracher dessus. Suite à cette agression, l'élu visé a porté plainte.

Cette affaire a suscité une vive émotion parmi la population qui a pu la visualiser dans une vidéo largement relayée sur les réseaux sociaux.

Si un tel individu se permet de manifester sa haine contre des personnes de race noire, c'est à rapprocher de la montée de l'extrême droite en France, avec le RN (Rassemblement national), organisation bourrée de racistes, et qui se rapproche du pouvoir. Il n'est pas étonnant qu'il se croie en pays conquis en Martinique. Et un tel comporte-

ment risque de ne pas rester isolé aux Antilles.

La montée de l'extrême droite est le produit du système capitaliste pourrissant. Avec ses idées réactionnaires, pointant du doigt les immigrés mais aussi les travailleurs, ce dernier cherche dans un premier temps à les diviser. Cette gangrène continuera de s'amplifier, si les travailleurs ne se donnent pas les moyens politiques et organisationnels de la freiner.

La démarche que préconisent ces associations contre les agres-

sions racistes - interpellé directement l'État ou un procureur de la République, pour que des suites judiciaires soient engagées - est-elle suffisante ?

Pour l'instant, les travailleurs ignorent leur force. Mais il faudra bien un jour qu'ils s'organisent, et pour se faire craindre, qu'ils créent un rapport de force qui leur soit favorable en ayant aussi pour objectif le renversement de ce système capitaliste qui nourrit l'extrême droite et ses fiers à bras.

Sénégal

Le massacre de Thiaroye : crime étalé au grand jour

Le 27 mars la justice administrative française a reconnu la faute de l'État français pour ne pas avoir mis en œuvre les moyens susceptibles d'éclairer les circonstances précises de la mort des tirailleurs africains massacrés par l'armée française en 1944.

Durant la seconde guerre mondiale les tirailleurs sénégalais servirent de chair à canon. Une

fois rentrés ils furent parqués dans le camp de Thiaroye près de Dakar. Pour s'être révoltés afin d'obtenir le paiement de la solde qui leur était due en tant que soldats, l'armée française n'hésita pas à les mitrailler le 1er décembre 1944. Durant des décennies ces assassinats furent cachés par l'armée française qui n'hésita pas à mentir et à falsifier nombre de documents.

Ce crime étant prescrit, aujourd'hui l'État ne peut plus être condamné pour ces massacres commis de sang-froid. C'est donc seulement pour la dissimulation des circonstances du massacre que le fils d'un de ces tirailleurs a pu obtenir une condamnation. Le tribunal a reconnu ainsi que dans les années qui ont suivi le massacre, l'État français avait délivré de fausses

informations à sa famille en indiquant qu'il avait déserté, que sa solde lui avait été intégralement versée et que les tirs des soldats étaient justifiés. Cette condamnation ne rendra pas justice aux dizaines de soldats assassinés par l'armée française mais elle permet au moins que soit étalé au grand jour un des très nombreux crimes commis par l'impérialisme français.

Cuba : sous le blocus de Trump

« Un bombardement économique de l'infrastructure ». C'est ainsi que deux élus démocrates américains en visite à Cuba ont défini la politique menée par Trump. Après 5 jours passés dans l'île, ils ont eu un aperçu, sans doute superficiel, du drame causé par l'aggravation du blocus économique exercé par les États-Unis.

Certes les élus démocrates n'ont pas de leçon à donner. Que ce soit sous gouvernance démocrate ou républicaine des États-Unis, l'embargo a perduré, créant son lot de difficultés, tout comme la volonté de faire rentrer ce pays récalcitrant dans la sphère des chasses gardées des USA.

Jusqu'ici, la majeure partie du pétrole brut livré à Cuba venait du Venezuela. Mais depuis l'enlèvement de Maduro en janvier dernier, la situation s'est considérablement aggravée. Les États-Unis interdisent toute livraison

de pétrole, menacent de sanctions les pays qui continueraient à livrer à Cuba. Des navires de guerre croisent dans les environs pour décourager toute tentative de forcer le blocus.

Les conséquences sont terribles : toute l'économie du pays est bloquée, ainsi que les activités quotidiennes. Les transports, la santé, l'éducation, l'agriculture sont touchés. Les drames les plus criants affectent le domaine hospitalier : opérations non réalisées faute d'électricité, couveuses pour prématurés inutili-

sables, comme les respirateurs artificiels... Des patients meurent à cause du blocus.

Un super tanker en provenance de Russie a réussi à livrer sa charge de brut. Mais il faudra au moins un mois pour raffiner ce pétrole et livrer le gazole. La quantité livrée ne sera suffisante que pour deux semaines.

Le gouvernement cubain appelle à « un dialogue bilatéral sérieux et responsable ». Il a libéré 2 000 prisonniers au titre de sa bonne volonté. Mais ce que veut le gouvernement des États-Unis,

c'est une soumission. Il prend la population cubaine en otage, cherche à la pousser à se révolter contre le gouvernement.

Mais malgré la guerre que lui mènent les États-Unis, la population cubaine semble trouver en elle-même les ressources pour résister. Même si elle ne soutient pas forcément un régime autoritaire et de plus en plus corrompu, elle n'est pas prête à céder à l'impérialisme.

Cuba et la résistance à l'impérialisme américain

Cela fait 64 ans que Cuba fait face à l'impérialisme américain, 64 ans que l'île résiste tant bien que mal à l'embargo américain. C'est officiellement le plus long embargo de l'ère moderne. Mais, cette fois, les États-Unis semblent bien décidés à en finir avec le régime castriste qui échappe à leur contrôle depuis tant d'années.

De colonie espagnole à « bordel » des États-Unis

Cuba est une île située au Nord des Antilles, à peine à 200 km des côtes américaines. C'est la plus grande île de la Caraïbe. Elle fait presque 100 fois la Martinique.

Cuba fut colonisée par l'Espagne à la suite du débarquement de Christophe Colomb en 1492. L'île était peuplée par des Amérindiens, les Ciboneys et les Taïnos qui furent pratiquement décimés. C'est l'économie de plantation de tabac, de café et de canne à sucre qui prédomina pendant la période coloniale avec comme main d'œuvre des Noirs arrachés d'Afrique et mis en esclavage. Cuba resta une colonie espagnole jusqu'en 1898, après sa guerre d'indépendance contre l'Espagne.

Puis, à partir de 1902, l'île se retrouva sous la coupe de la bourgeoisie américaine. La capitale, La Havane, était un foyer de corruption, dominée par la mafia américaine : drogue, casinos, prostitution. Cuba était surnommée « le bordel des Amériques ». Des entreprises industrielles américaines s'installèrent pour y exploiter le sucre, le tabac ou encore les mines de cuivre et de nickel. La population était réduite à l'exploitation et la misère.

La révolution castriste

Les régimes corrompus soumis aux États-Unis se succédaient. Le 10 mars 1952 un général, Fulgencio Batista, prit le pouvoir par un coup d'État soutenu par

les États-Unis, et instaura une dictature militaire.

Fidel Castro, un jeune avocat cubain, devint le symbole de la lutte contre Batista. Il s'entoura d'une centaine de compagnons avec qui il mena une guérilla contre le régime.

Le 1er janvier 1959, après plusieurs années, Fidel Castro et ses troupes s'emparèrent de la ville de Santiago de Cuba dont il fit la capitale provisoire. Le même jour, ses troupes s'emparèrent de la Havane sous le commandement d'Ernesto Guevara dit Che Guevara. La dictature de Fulgencio Batista tomba. Fidel Castro entra à la Havane le 8 janvier en triomphe.

L'embargo américain

Le régime castriste rendit l'instruction obligatoire et la santé gratuite. Mais pour reprendre le contrôle économique, il fallait s'attaquer à la mainmise des compagnies américaines, ce que Fidel Castro fit. Les compagnies furent nationalisées.

L'impérialisme américain n'accepta pas que se développe à sa porte un régime échappant à son influence. Il imposa en 1962 un embargo sur Cuba, c'est-à-dire un blocus économique, commercial et financier interdisant aux entreprises américaines d'approvisionner Cuba.

Cuba et l'URSS

Le monde était divisé en deux blocs avec d'un côté les États-Unis et ses alliés occidentaux et de l'autre l'URSS (Union des Républiques socialistes soviétiques) et ses alliés. Ces deux blocs ne se sont pas affrontés directement mais par des guerres



Fidel Castro s'adressant à la foule. La Havane, début des années 60.

interposées.

À l'époque, Cuba se tourna vers l'URSS, deuxième puissance mondiale.

La révolution cubaine n'a jamais été communiste. C'était une révolution populaire bourgeoise. Jamais les révolutionnaires castristes n'ont cherché à s'appuyer sur la classe ouvrière cubaine ou même celle des pays d'Amérique latine ou des USA. Ils aspiraient au développement d'une bourgeoisie nationale qui permettrait à Cuba de construire un État national indépendant pour prendre sa place parmi les autres nations.

L'URSS se disait communiste, alors Cuba adopta cette étiquette pour s'assurer du soutien soviétique. L'URSS s'approvisionnait en sucre, nickel et tabac à Cuba pour aider son allié.

À la chute de l'URSS en 1991, Cuba perdit son principal allié et son économie s'est dégradée.

Le prix de la résistance

Depuis les années 90, les privations de la population se sont

aggravées.

La population cubaine vit au rythme des crises, des pénuries alimentaires, du manque de médicaments, des fréquentes coupures d'électricité, des queues interminables dans les magasins d'alimentation presque vides. La pandémie de Covid a accentué la crise.

En 2020, sous la pression des États-Unis, le groupe américain Western Union avait fermé ses 407 bureaux à Cuba pour empêcher les Cubains de recevoir de l'argent envoyé par leurs familles installées à l'étranger.

Aujourd'hui, les États-Unis ont aggravé l'embargo. Ils veulent attiser la colère populaire pour faire tomber le régime.

Le pétrole fourni par le Venezuela et le Mexique, le tourisme et la médecine de pointe avaient permis à Cuba de tenir jusque-là mais tout ceci est compromis.

Quoi qu'il en soit et malgré tout, le régime cubain ne lâche pas face au géant impérialisme américain. Une organisation révolutionnaire comme la nôtre ne peut qu'être du côté de Cuba.

États-Unis : « No ICE, No War, No King ! »

Pas de police de l'immigration (ICE), pas de guerre et pas de roi. Ce sont les slogans qui retentissaient lors des manifestations du 28 mars aux États-Unis.

Huit millions de personnes ont manifesté contre la politique migratoire et économique de Trump et contre la guerre en Iran. C'est la troisième journée d'action du mouvement « No Kings » (pas de rois).

Beaucoup d'Américains sont excédés par la violence des agents fédéraux de l'immigration et par la hausse du coût de la vie.

Pas moins de 3 000 rassemblements ont été organisés un peu partout aux États-Unis. La manifestation a été très forte à New-York.

À Minneapolis, la population

s'est fortement mobilisée contre la traque des personnes étrangères ou d'origine étrangère qui sont pour la plupart des travailleurs. Les meurtres d'Alex Pretti et de Rene Nicole Good abattus en janvier 2026 par l'ICE ont suscité l'indignation. Les habitants ont organisé la riposte en se constituant en réseaux et en avertissant lorsque l'ICE arrivait dans un quartier. Ils filmaient les agents de l'ICE pour avoir des preuves.

Dans les centres de détention, les détenus vivent dans des conditions horribles. Ils sont entassés

à plusieurs dans des cellules froides, étroites et sales, les détenus ne sont pas soignés et sont sujets à des épidémies comme la varicelle. Certains meurent comme José Ramos. Il est mort le 25 mars dans sa cellule au centre de détention de l'ICE d'Adelanto en Californie, c'était un travailleur d'une blanchisserie industrielle, père de deux enfants. Emmanuel Dalmas, un Haïtien de 56 ans, souffrait d'une infection dentaire sévère qui s'est aggravée, il a été hospitalisé en Arizona où il est décédé le 2 mars.

Dans les manifestations, il y avait aussi des messages contre la guerre en Iran. Ce conflit a entraîné une flambée des prix de l'essence, le gallon d'essence (3,78 litres) a atteint en moyenne les quatre dollars contre moins de trois dollars fin février.

Ces manifestations sont encourageantes pour tous ceux qui veulent résister à la politique autoritaire de Trump. Mais pour détrôner ces rois capitalistes il faudra un mouvement social bien plus important.

Moyen-Orient : les États-Unis et Israël provoquent une escalade guerrière

Le 3 avril, l'Iran a abattu un chasseur américain au-dessus du pays et un autre près du détroit d'Ormuz.

Un pilote est activement recherché par l'armée américaine, le gouvernement iranien promet une récompense pour la capture et la remise du pilote aux autorités.

Cinq semaines se sont écoulées depuis le déclenchement de la guerre. Le 28 février, Israël et les États-Unis ont décidé de bombarder l'Iran au prétexte qu'il chercherait à fabriquer la bombe atomique et constituerait une menace pour l'État d'Israël. Ils prétendaient aussi mettre fin au régime des mollahs (des religieux chiites) apportant ainsi la liberté au peuple iranien.

Lors de ces frappes, de nombreux dirigeants politiques et militaires iraniens ont été tués dont le guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei. Il régnait depuis plus de trente ans, il a fondé la République islamique, il était le chef de l'État, commandant des forces armées et celui des Gar-

diens de la révolution. L'ayatollah Khamenei et ses mollahs ont mis en place un régime réactionnaire et très répressif. La vague de manifestations déclenchée en 2022 suite à la mort d'une jeune femme, Mahsa Amini, a été réprimée dans le sang. De même que les manifestations en janvier dernier où des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées contre la misère et contre l'inflation.

Trump avait sous-estimé la résistance du régime des mollahs. Il alterne les menaces et les discours d'apaisement. Il menace de « déchaîner les enfers » sur l'Iran, de détruire les centrales électriques et les usines de dessalement d'eau si le détroit d'Ormuz n'est pas ouvert. En effet, le détroit d'Ormuz, passage clé du pétrole mondial, est bloqué par l'Iran. La veille, Trump disait que la guerre était terminée, le jour d'après, il affirmait qu'il négociait avec des représentants

du gouvernement iranien, ce qui a ensuite été démenti par l'Iran.

Le 1er avril Donald Trump lors d'une allocution télévisée a promis de renvoyer l'Iran à « l'âge de pierre ». Il y a peu de temps, il disait avoir de « bonnes chances » de parvenir à un accord avec l'Iran, repoussant à chaque fois son ultimatum.

En riposte l'Iran menace de tout brûler. Depuis le début de la guerre des drones iraniens ont attaqué des installations pétrolières, gazières, des unités de production d'électricité, des usines de dessalement d'eau dans les pays du Golfe proches des États Unis et Israël, comme au Koweït, à Bahreïn, où il y a eu des dégâts importants. Des tirs de missiles ont aussi causé de nombreux dégâts en Israël.

Ce sont encore une fois les populations du Moyen-Orient qui paient le prix de cette guerre. Ce sont des milliers de morts et des

dizaines de milliers de blessés dans la région.

Selon l'ONG Human Rights Activists News, 3500 personnes ont été tuées en Iran dont 244 enfants. Israël mène aussi la guerre au Liban contre le Hezbollah allié de l'Iran, plus de 1400 personnes ont été tuées depuis le 2 mars. À ce bilan dramatique s'ajoute l'inflation. Les prix des carburants ne cessent de flamber, la population mondiale, en particulier les plus modestes, est fortement impactée.

On ne sait pas quelle issue aura cette guerre, mais l'impérialisme américain n'a que faire des droits bafoués du peuple iranien, ni des dictatures en général. Il n'accepte pas qu'un régime ne lui soit pas soumis, entraînant donc le Moyen-Orient et le monde entier dans un nouveau conflit meurtrier.

France Info et La Première s'inquiètent du sort d'un lâcheur de bombes

Vendredi 3 avril, au journal de 19H, soit une heure de grande écoute, les 20 minutes du journal de France Info consacrées aux « nouvelles nationales et internationales » n'ont eu qu'un seul sujet : le sort d'un pilote américain dont l'avion a été abattu au-dessus de l'Iran.

Voilà le sujet que les chaînes La Première ont choisi pour informer le public antillais ce soir-là, comme si rien d'autre n'importait ni en France (notamment le déchaînement du racisme) ni dans le monde, en particulier avec les bombardements qui font des centaines de morts au Moyen-Orient. Certes, ce pilote est un être humain. Mais son « boulot », c'est de massacrer des gens. Dans toute l'émission, pas un mot sur le sort de ceux

que lui et ses collègues ont bombardés, parmi lesquels de nombreuses victimes civiles.

C'est un peu comme si un poseur de bombes faisait exploser un engin, avec des victimes civiles, qu'il s'enfuyait en voiture et fasse un accident. Il arrive à s'extraire de la voiture, et disparaît dans la nature. Que dirait-on des journalistes qui s'inquiéteraient de son sort : « Comment va-t-il ? Est-ce qu'il n'a pas froid ? Va-t-il pouvoir sur-

vivre ? ». Eh bien, c'est exactement ce qu'ont fait, pendant vingt minutes, la journaliste de France Info et ses « spécialistes » et autres consultants.

Tout comme lors de la guerre génocidaire contre Gaza, ou celle en cours au Sud Liban, la presse occidentale se préoccupe davantage des militaires qui assassinent que de la population qui est massacrée. Récemment au Liban, un commando israé-

lien a essayé de récupérer le corps d'un soldat tombé à l'est du pays en... 1985 ! Il a échoué, mais cette tentative a coûté la vie à 46 personnes.

Les chaînes La Première ne sont peut-être pas responsables des choix des éditions de France Info. Mais les journalistes de ces chaînes publiques n'ont pas de quoi être fiers de ce qu'ils nous proposent.

MARTINIQUE

REPAS FRATERNEL ANNUEL

DIMANCHE 26 AVRIL 2026

Nous t'attendons de 12h à 18h
à l'ESAT de Rivière l'Or



Allocution
14 h

DJ Bellone
chauffera la piste
de danse

Conférence sur la
situation à Cuba
15H

Présentation de
masques réalisés
par Eric Vincent

EXPOSITION DE PANNEAUX, SUR
LES ÉVÈNEMENTS POLITIQUES

-Cuba
-La départementalisation
-La marche de la guerre

Ne tarde plus !

Demande ton ticket d'entrée auprès de nos
camarades et sympathisants !

Contacte-nous aux 0696 82 26 21

Participation: 30€

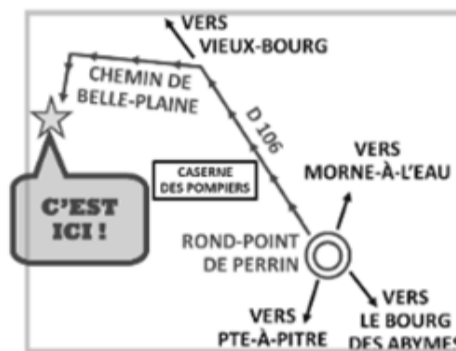


GUADELOUPE

FÊTE DE COMBAT OUVRIER !

Dimanche 10 mai 2026
de midi à 20h00

À l'Espace
Dihal
Belle-Plaine,
Les Abymes



- REPAS FESTIF
- ESPACE FORUM / DÉBAT
- ANIMATIONS MUSICALES

30 € de participation

Réclame ton ticket d'entrée à nos
camarades et sympathisants !

Contacts Tel. : 0690 53 30 24/ 0690 63 39 01

Réclame ton ticket
d'entrée dès
maintenant aux
camarades !

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au
journal *Combat ouvrier*
pour une période de.....mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la
somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe
Tel : 0690 73 48 93

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 82 26 21

Composition - Impression Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : combat-ouvrier.com

Courriel : redaction@combat-ouvrier.com

Page Facebook :

<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>

Haiti : face aux tueries des gangs

La localité de Jean-Denis dans une commune de l'Artibonite, a été la cible d'un gang dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mars 2026.

Ce nouveau massacre survient un jour après les frappes de drones menées par la police contre la résidence du chef terroriste notoire. Les hommes armés du gang sont tombés sur une brigade de défense des habitants du quartier à 2 heures du matin. Face à cette résistance les assaillants ont tiré dans toutes les directions ne laissant aucune issue aux habitants, selon un rescapé. Les balles ont surpris les familles dans leur sommeil, il y eu au moins 70 morts selon les estimations. La panique a envahi la zone, les habitants ont cherché à fuir ou à se cacher, près de 6 000 personnes ont quitté la zone.

La police a été incapable d'intervenir face à l'attaque du gang.

Ce groupe armé contrôle plusieurs zones de l'Artibonite. Il impose sa loi par la violence et attaque régulièrement les zones qu'il juge hostiles.

Selon un rapport du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme publié mi-mars, les violences perpétrées par les gangs et les attaques visant ces derniers en Haïti ont fait plus de 5 500 morts entre mars 2025 et mi-janvier 2026. Ce nouveau massacre montre le manque de protection de la population par les forces de l'État.

Il montre aussi les efforts de la population pour se protéger. Les groupes de certains quartiers travaillent dans le sens d'organiser l'auto-défense avec des moyens

qui ne rivalisent pas avec la force de frappe des gangs pour le moment.

Un proverbe haïtien dit « *Yon jou pou chassé, yon jou pou jibyé* » (le chasseur a son jour, la proie aura le sien). C'est ce qui se joue depuis des années au sein de la population qui subit la loi des gangs. Aujourd'hui elle périclite et se fait massacrer, mais en son sein il y a la population laborieuse, les travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail et ne sont pas des exploités. Ils sont l'avenir !

Certains se regroupent et s'organisent pour demain être capables d'affronter et détruire ces gangs, leurs commanditaires et prendre le pouvoir.